

PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE } GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

S O M M A I R E

Les réactionnaires de l'U.R.S.S.	<i>Pierre Laurencin</i>
L'Ukraine sous le joug soviétique	<i>Jean Charlet</i>
La crise idéologique de l'armée soviétique et les nations non-moscovites	<i>M. Danko</i>
En Azerbaïdjan	** *
Les nationalités de l'U. R. S. S. contre Mos- cou	<i>M. D.</i>
Revue de la Presse	** *
<i>Chronique</i> : Géorgie. Azerbaïdjan. Cau- case du Nord. Ukraine	** *
Bibliographie	** *

Direction et Administration :
1, Square Léon -Guillot - Paris (15)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Les réactionnaires de l'U.R.S.S.

Essai de sociologie de la Russie soviétique en 1937

« A l'Est il n'y a rien de nouveau, en ce sens que la Révolution russe progresse normalement. Les charrettes se succèdent; la plus récente comprend un lot nombreux et bien composé de maréchaux et d'ambassadeurs. C'est fort juste : dans une société communiste, les maréchaux et les ambassadeurs représentent des anachronismes gaulonnés et proprement révoltants qu'il convient de renvoyer dans le passé. »

Georges de la Fouchardière
dans « L'Oeuvre » du 7 Juin 1937

La nouvelle Constitution de l'U.R.S.S., « loi fondamentale de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes » adoptée il y a moins d'un an, exactement le 5 décembre 1936, consacre son premier chapitre à l'organisation sociale du pays.

Les vertus oratoires et démagogiques des dirigeants bolchéviks y ont trouvé une excellente occasion pour s'exercer. Les « soviets de députés des travailleurs » qui — prétend-on (Article 2) — sont « la base politique de l'U.R.S.S. » — « ont grandi et se sont affermis à la suite du renversement du pouvoir des grands

propriétaires fonciers et des capitalistes, et grâce à la conquête de la dictature du prolétariat. » Il faut encore — et les lecteurs m'excuseront — que je cite l'article suivant de la Constitution soviétique qui, comme la plupart des « lois communistes », n'a aucun rapport avec la réalité. L'article 3 stipule, en effet, que « tout le pouvoir dans l'U.R.S.S. appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne en la personne des soviets de députés des travailleurs ».

Et maintenant regardons les choses comme elles sont effectivement...

Au début du régime communiste,

à l'époque héroïque des soviets, il n'y avait que deux classes : les révolutionnaires et les « contre-révolutionnaires ». Cette dernière classe englobait, il est bien entendu, non seulement les dignitaires de l'ancien régime tsariste mais aussi les nations opprimées par l'Empire Russe et qui luttèrent avec plus ou moins de chance contre l'oppression - « rouge » continuatrice et héritière de la « blanche ».

Une fois le régime bolchévik « assis », provisoirement, tout au moins — on le voit bien maintenant ! — la lutte des classes ayant abouti, il ne devrait plus y avoir aucune « classe ». C'est alors que tout d'abord s'établit la différence fondamentale entre les « tovarichtch » — camarades, c'est à dire membres ou postulants du parti et les « grajdanin » — citoyens, comme on appelait la masse amorphe des sans-parti, sans tenir compte s'ils étaient des « ci-devant » ou non.

Un ordre social se dessina alors, comparable seulement à ces sociétés primitives qui pouvaient subsister à une époque lointaine et primitive également. En tête venaient les fonctionnaires — une « noblesse de robe » de l'ancienne France et à la fois des « prêtres » et « grands-initiés » de la nouvelle religion « marxiste orthodoxe ». Ensuite les guerriers — l'armée rouge des ouvriers et des paysans. En troisième lieu, les futurs fonctionnaires et futurs guerriers — la jeunesse communiste — les « komsomols » etc., avec cette différence que cette jeunesse empiétait déjà sur le domaine des adultes et prenait ainsi part à la vie politique. Enfin, séparés par un abîme des trois classes précédentes — la grande masse des sans-droit, des a-

politiques, des nations opprimées par Moscou et qui ne voulaient pas se plier à la férule du communisme « russe ». On ne saurait même affirmer que les trois classes régnaient vivaient aux dépens de la quatrième. Non ! Les trois classes vivaient tout d'abord de la substance de la Russie tsariste, en espérant que la vie, elle-même, se chargerait d'annihiler tous ces « inutiles » qui ne voulaient absolument pas comprendre ce que c'est que le paradis de Marx et de Lénine.

Il va sans dire que la « pacification » de l'U.R.S.S. ne se fit pas toute seule. C'est dans le domaine policier que les bolchéviks ont tout de suite calqué l'organisation de la fameuse « okhrana » tsariste. Le système policier, l'espionnage de toute la population, les mesures de repression draconiennes sont bien dans l'âme de l'impérialisme russe, tsariste ou communiste. Les bolchéviks n'ont rien inventé; ils ont seulement perfectionné et généralisé les méthodes d'antan. La « Tcheka », puis « GPU », maintenant « Commissariat du peuple pour l'Intérieur » représentent, sous différents noms, l'inquisition sanglante du régime. C'est une inquisition qui — sauf de rares exemples — n'a même pas l'excuse d'un fanatisme de religion; basse vengeance personnelle, sadisme organisé, campagnes de représailles contre les nations qui voulaient secouer le joug moscovite — toute l'histoire sanglante de l'U.R.S.S. est dans les archives de cette police secrète. Avec sa branche générale et l'autre — les commissaires politiques de l'armée — le GPU a eu bien vite le dessus dans la structure sociale du pays. Les tchékistes — piliers du régime —

venaient donc les premiers, dépassant de beaucoup les membres du parti, les militaires et la jeunesse communiste.

Après la mort de Lénine, le pouvoir effectif du « Bureau Politique » se concentra, peu à peu, dans les mains de Staline. Après la chute de Trotski et le massacre de vieux communistes il se forma autour de Staline une atmosphère de vénération extraordinaire. Staline — dictateur effectif — fut proclamé dieu et pape du communisme et son seul interprète autorisé. Chef avoué du communisme et de l'Etat très opportuniste qui continuait de s'appeler « Etat des travailleurs », chef occulte de l'Internationale communiste, avec son air de fausse bonhomie et son âme de quelque satrape médiéval — Staline fut « tout ». Et comme, autour de l'empereur de Byzance se créa une hiérarchie modèle, dont ont hérité nombre d'Etats dits modernes, tels que la monarchie russe et austro-hongroise, par exemple — l'U.R.S.S. se piqua de former une nouvelle élite et aboutit à une réaction sociale, sans précédent pour l'Europe toute entière...

Les hiérarchies byzantine, russe et autrichienne se contentaient de quatorze classes de fonctionnaires et assimilés; je ne crois pas qu'il suffise de trente six classes, pour englober la hiérarchie — chaotique et très réactionnaire — de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes. Abstraction faite des « commissaires » de tous grades, des « chefs », « commandeurs », « directeurs » etc. etc., d'une administration et d'une bureaucratie absolument débordée, il nous faudra relever des traits spécifiques soviétiques, à côté desquels

même la hiérarchie britannique fait figure de parent pauvre.

Commençons par les ordres soviétiques. Déjà pendant la « guerre civile » les Soviets ont créé une décoration, destinée à récompenser les actes de bravoure et de dévouement militaires, dans la lutte contre « l'ennemi extérieur » et contre « l'ennemi intérieur ». Ce fut l'ordre militaire du Drapeau rouge dont on pouvait être titulaire plusieurs fois (quatre au maximum) et qui fut distribué tout d'abord avec une certaine parcimonie, deux décorations épinglées sur la même poitrine témoignant déjà qu'il s'agissait d'un « as » du régime.

C'est pourquoi un second ordre militaire, celui de l'Etoile Rouge, vient rejoindre l'Ordre du Drapeau Rouge; les militaires soviétiques décorés commencent à abonder et les fonctionnaires — comme il se doit — sont aussi décorés des mêmes ordres.

Mais il devient finalement impossible de décorer tout le monde à titre militaire. Alors est créé, comme décoration suprême de l'U.R.S.S., l'ordre de Lénine. Et pour la masse : l'Ordre du Drapeau Rouge du Travail.

Tout cela ne suffit pas. Un « insigne d'honneur » est créé et devient vite ordre, lui aussi. Des médailles spéciales — pour les tchékistes, les « cavaliers de Vorochilov » et d'autres — régionales — viennent s'ajouter à cette abondance de décorations.

Toutes les institutions qui ont rendu des services à l'Etat-parti, sont décorées. Les escadres de navires de guerre, les régiments, villes, acadé-



mies, usines, théâtres, mines, villages, kolkhozes etc. etc. Les individuels aussi. On décore pêle-mêle commissaires du peuple, généraux, sous-officiers, simples soldats, brigadiers-paysans, promoteurs du mouvement Stakhanov, aviateurs et parachutistes, explorateurs, électriciens — pour les services rendus d'une façon effective ou prétendue, pour une manifestation de loyauté ou bien pour le bon plaisir d'un « commissaire » quelconque qui fait jouer son influence.

Tous les décorés portent le titre « ordienonossiets » — ce qui veut dire « décoré » (« porteur de décoration ») — devant leur nom. Les « camarades décorés » forment donc une nouvelle élite, noblesse communiste qui, elle-même, se distingue par l'importance de l'une ou l'autre décoration. Dans aucun pays du monde le fait d'être décoré ne donne tant de droits qu'en U.R.S.S. Et les Soviets, loin d'être satisfaits, ont trouvé mieux encore...

Après quelque temps, le nombre de « camarades décorés » augmentant et leur « cote » diminuant automatiquement, les dirigeants de l'U.R.S.S. qui mesurent à la base de leur vanité personnelle, celle de leurs subordonnés, introduisent des titres honorifiques, dont le nom en est tantôt précédé, tantôt suivi. — Nous ne faisons pas état des titres qui subsistent de l'ancien régime, comme ceux de directeurs, professeurs — ce titre a haut cours en Russie, beaucoup plus qu'en Europe Occidentale par exemple. Au contraire, nous relevons — et cela dans chaque domaine de l'activité publique — des innovations. Impossible d'en donner la liste complète : il y en a trop. Nous allons citer seulement quelques exemples.

Prenons par exemple le théâtre, où les bolchéviks n'ont qu'à continuer la grande tradition de l'art dramatique et choréographique russe de l'ancien régime. Chaque artiste garde le titre normal et « bourgeois » de son activité, comme « metteur en scène », « soliste du ballet » etc., etc. Si l'artiste se distingue, chaque république soviétique peut lui conférer le titre officiel « d'artiste distingué de la RSFSR » ou d'une autre république, faisant partie de l'Union Soviétique. L'artiste monte en grade : après quelque temps il peut briguer le titre « d'artiste national » d'une des républiques. Et il arrive qu'une consécration suprême lui est offerte : il peut devenir « artiste national de l'U.R.S.S. » — de toute l'Union ! Il va sans dire qu'il peut être, entre temps, abondamment décoré. Ces titres sont conférés également au personnel administratif ; le menu fretin d'ouvriers techniques de la scène a, du reste, le même droit ; et les tout-petits reçoivent une « mention honorable » qu'ils peuvent encadrer au dessus de leur lit...

Nous renvoyons les sceptiques au numéro de la « Pravda » de Moscou, organe officiel du Comité Central du parti communiste russe, du 3 juin 1937. Le théâtre « Académique d'Etat, Grand Théâtre de l'U.R.S.S. » de Moscou vient d'être décoré de l'ordre de Lénine. Toutes les étoiles de l'opéra et du ballet du Grand Théâtre et qui sont déjà des « artistes nationaux » ou, au moins, des « artistes distingués » sont décorés en même temps : dix de l'ordre de Lénine également, vingt-cinq de l'ordre du drapeau rouge du travail ; soixante de l'ordre « insigne d'honneur ». Cinq artistes « nationaux de la RSFSR » deviennent des artistes nationaux de

l'Union; etc. etc. Il pleut des promotions. Imagine-t-on seulement quelque chose de pareil à l'Opéra de Paris, Londres ou New York, à la Comédie-Française ou même à n'importe quel théâtre d'ancien régime ou un petit grand-duc se bornait à donner un titre ou une décoration à une ou deux vedettes de sa scène ?

Toute manifestation de travail — si naturelle qu'elle soit — est une occasion pour « récompenser » des ouvriers, dont le rendement a été supérieur aux prévisions ou des employés, dont la négligence a été au dessous des craintes.

Si ces décorations se font dans les « républiques » qui ne sont, en vérité, que des territoires occupés par les bolchéviks et appartenant à des nations opprimées, on abuse, évidemment, du nom de la nation — ukrainienne ou caucasienne, par exemple, pour créer la fiction d'une collaboration universelle au sein même de l'U.R.S.S.

Enfin, le titre le plus envié sur les territoires qui forment encore l'U. R. S. S. est celui de « héros de l'Union Soviétique »; « Il » peut être n'importe quoi, mais une fois consacré « héros », ce titre ridicule pré-

cède partout son nom et sa personne et lui confère une dignité insoupçonnée à l'étranger...

Même dans la hiérarchie militaire il y a, en U.R.S.S., des traits très frappants : tandis que les grandes nations, comme la France, les Etats-Unis d'Amérique, par exemple, se bornent à deux échelons d'officiers généraux, les bolchéviks — leurs maréchaux à part — en emploient cinq (« Combrigue », « Comdive », « Comcorps », « Commandarme de 2ème classe » et « Commandarme de 1ère classe » — de même les « Flagmans » de la marine militaire). Tout, dans l'U.R.S.S. accuse la mégalomanie aigüe. Ce qui est pire, c'est que les dirigeants soviétiques qui, de leur propre gré, ont séparé les populations de l'Union du monde civilisé par une muraille chinoise, font croire que leurs copies ou caricatures, calquées sur l'étranger, sont toutes des « innovations sensationnelles » du communisme. Et c'est ainsi qu'ils appellent « liberté » le plus dur des esclavages et « démocratie » le plus réactionnaire des ordres sociaux.

Pierre LAURENCIN

L'Ukraine sous le joug soviétique

C'est à la veille même de l'exécution de Toukhatchevski, de Yakir et d'autres généraux de l'armée rouge que s'est tenu le XIIIème Congrès du parti bolchévik ukrainien. Les résolutions de ce Congrès ont été transmises par téléphone, de Kiev à Moscou, et publiées dans la « *Pravda* » du 6 juin 1937.

De l'étude de ces résolutions se dégage la vérité sur l'Ukraine; la vérité sur le joug soviétique et sur les vraies tendances de la population; on voit aussi clairement le désordre de l'administration communiste; un manque absolu d'idéologie quelconque et une servilité craintive à l'égard de Moscou. Avec une phraséologie habituelle, dont les bolchéviks ont le secret, alternent de longues énumérations des fautes commises. En U.R.S.S., deux dangers vous guettent : celui de ne pas voir les faiblesses du régime et l'autre de poursuivre une ligne de conduite générale entièrement fausse. C'est pourquoi la première résolution du congrès constate que « la ligne politique du comité central exécutif est juste, mais qu'en pratique le comité a commis pas mal de fautes ». La responsabilité de ces fautes est toujours imputée à des ennemis de l'Union Soviétique — ennemis extérieurs et intérieurs. C'est dans l'énumération de ces ennemis que le parti communiste d'Ukraine diffère sensiblement des clichés en usage à Moscou : alors que Moscou ne mentionne que les « fascistes allemands et japonais et les trotskistes » les bolchéviks ukrainiens ajoutent les « pan » (c'est à

dire les « messieurs », propriétaires etc.), ainsi que les « nationalistes ukrainiens ». En même temps les congressistes ont le toupet de demander « une ukrainisation plus active » du pays, pour créer la fiction que les nations de l'Union Soviétique peuvent se développer selon leur propre volonté... Les résolutions se contredisent très souvent : c'est ainsi que l'on demande d'enseigner et de respecter la nouvelle constitution - dont l'article 124 reconnaît à tous les citoyens « la liberté de pratiquer les cultes religieux et la liberté de propagande antireligieuse »; pourtant le congrès ne demande qu'une seule chose, c'est à dire l'intensification de la propagande antireligieuse qui, paraît-il, laisse depuis quelque temps, beaucoup à désirer...

L'importance des résolutions du XIIIème Congrès ressort, du fait que trois ans et demi se sont écoulés depuis que le XIIème Congrès a été convoqué. Dans les résolutions, le Congrès actuel a donc essayé de faire un bilan de ces trois ans et demi. Pendant ce temps, on a aménagé de nouvelles installations dans chaque domaine de l'activité publique. Des usines « kolossales », comme le « combinat de Zaporojié » les aciéries et laminoirs de Kharkov, du Krivoï-Rog, de Nicopol ont été inaugurées. Le décalage entre la production de la fonte, et celle de l'acier et des produits laminés diminue. Les transports ferroviaires se sont améliorés. Les cadres d'ingénieurs et de techniciens soviétiques se sont multipliés. etc. etc.

On pourrait donc croire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, Mais, hélas ! nous n'en avons pas fini avec la lecture des « résolutions ». Après des louanges aussi belles que vagues on nous apprend autre chose :

Le congrès doit constater un manque de zèle des dirigeants de l'industrie lourde; c'est pourquoi le plan du premier trimestre de 1937 n'a pas été réalisé. C'est aussi surtout la diminution de l'extraction de la houille du Donbass, ainsi que la non-réalisation du « plan » par l'industrie minière qui inquiètent le parti. Et si l'on tient compte des informations de la presse soviétique — en dehors des « résolutions » du Congrès — on en apprend long sur le bluff de la production soviétique; c'est ainsi p. ex. que le camarade Gvakharian multipliait par trois les chiffres de la production de son groupe d'usines, pour figurer, avec tous ses directeurs, comme « des héros du travail » de l'Union Soviétique... Ces faux, dont la plupart n'ont pas encore été découverts, ont fait désigner par Yejev, président de la commission de contrôle du parti, des sous-commissions qui iront enquêter sur place et tâcheront de préciser la situation réelle de l'industrie lourde, des chemins de fer, des P. T. T. et autres branches industrielles—toutes d'une importance primordiale pour la défense du pays.

Mais revenons à nos... « résolutions ». On blâme « certaines organisations du parti, qui ne s'occupaient pas, dans le temps, de la vie du parti, d'avoir négligé dernièrement tout travail économique, justement à cause d'occupations — exagérées — d'ordre politique. Ces reproches qui terminent le premier chapitre des

« résolutions » sont répétés — dans le sens inverse — dans le chapitre IV des mêmes résolutions. Cette fois, le congrès souligne que toute réussite économique dépend, tout d'abord, de la réussite du travail politique d'organisation et d'éducation. « Certaines organisations » n'ont pas compris cela et elles ont travaillé plutôt dans le domaine économique, tout en négligeant la vie du parti... On voit donc que la rédaction des résolutions du congrès ne s'inspire nullement ni de la logique, ni d'un besoin d'homogénéité. Dès lors ne cherchons pas l'ordre qui n'existe ni dans la pensée ni dans la vie de l'Union Soviétique. Contentons-nous plutôt de trouver quelques indices qui pourraient nous instruire sur les conditions réelles de la vie en Ukraine soviétique.

Dans le chapitre suivant, le congrès fête le développement de l'instruction primaire et secondaire. « Le réseau des écoles secondaires a quadruplé. Ceci permet d'instruire, en 1937, presque un tiers des enfants ukrainiens. » Les chiffres concernant « le réseau des écoles primaires » manque. Et il ne faut pas croire qu'une « école secondaire » en Ukraine soviétique corresponde à une école de ce genre en France ou même en Russie d'avant-guerre. Ce sont, du reste, les résolutions, elles-mêmes, qui constatent la mauvaise qualité du « travail scolaire ». « L'instruction et l'éducation des masses laissent beaucoup à désirer. La propagande antireligieuse est tout à fait insuffisante ». D'après ces critiques officielles, destinées à être publiées, il n'est pas difficile de se faire une idée de l'école soviétique et de son « développement ».

Le chapitre III des résolutions est, peut-être, le plus important. On y

parle de la liaison entre l'Ukraine et l'Union Soviétique toute entière. « La politique nationale de Lénine - Staline, réalisée par le parti bolchévik ukrainien a fortifié la vie de l'Etat soviétique ukrainien... L'inaltérable alliance fraternelle et l'amitié de l'Ukraine Soviétique avec toutes les nations de l'U.R.S.S. se sont encore resserrées. » Point n'est besoin de commentaires pour se rendre compte que ni Moscou ni les bolchéviks de Kiev ne sont pas tellement sûrs, en ce qui concerne « l'inaltérable alliance fraternelle ». Mais il y a mieux ! Le Congrès se réjouit de l'ukrainisation des villes, de la classe ouvrière et de « l'intelligentsia » technique, ukrainisation qui s'est produite dernièrement, grâce, évidemment, à la politique nationale de Lénine-Staline. Cela ne suffit pas — proclame le Congrès — il faut continuer. Ukrainisons davantage ! Ce sont surtout les organisations du parti, de l'Etat, des travailleurs (« profsoyouz ») et de la jeunesse (« komсомols ») qui doivent être encadrées par des bolchéviks ukrainiens !

On pourrait croire à la sincérité de l'ukrainisation soviétique, si, dans le chapitre suivant, les résolutions ne portaient en guerre contre les ennemis intérieurs. A côté des trotskistes « bande d'espions, de saboteurs et d'assassins », le parti distingue les contre-révolutionnaires « de droite » et des nationalistes-ukrainiens ! Nous commençons donc à comprendre : l'ukrainisation soviétique est la bienvenue ; la véritable ukrainisation est passible de la peine capitale... Et l'activité du parti communiste en Ukraine est loin d'être parfaite. C'est déjà en janvier 1937 que le comité central exécutif du parti à Moscou a dû intervenir à cause de la mauvaise

gestion des autorités bolchévistes dans le rayon de Kiev. Les autres organisations communistes en Ukraine ont agi de même, contre les lois du parti et contre les principes du « centralisme démocratique ». Le « front idéologique » a été conduit d'une façon fort imparfaite. L'Association Ukrainienne des Instituts Marx - Lénine, l'Institut des Professeurs Rouges, les revues consacrées à des questions théoriques et la presse quotidienne sont tous à blâmer. Les nationalistes, trotskistes et autres ennemis de l'Union Soviétique ont eu la faculté de s'introduire et de travailler dans des institutions de premier ordre qui commentaient les théories de Marx et de Lénine, choisissaient et éduquaient les jeunes cadres du front théorique, s'occupaient de l'histoire de l'Ukraine et du parti bolchévik ukrainien.

Après cette critique, dont nous ne citons que quelques extraits, les plus caractéristiques, les « résolutions » du Congrès s'occupent de la ligne politique et économique à suivre dans l'avenir. Il faut, demande le Congrès, que le plan de la dernière année du deuxième plan quinquennal soit réalisé. Ceci implique le mensonge soviétique qui proclama, il y a déjà quelques mois que ce plan est non seulement entièrement réalisé, mais qu'il est même dépassé. Si l'on se rend compte de l'importance relative de l'Ukraine dans l'organisme économique de l'U.R.S.S. — à peu près 50 % pour l'industrie lourde, par exemple, on n'aura plus aucun doute sur l'étendue du bluff soviétique. Les « résolutions » demandent l'amélioration de l'extraction et de la production minière et métallurgique, des transports, de l'industrie locale, légère et d'alimentation, de la distri-

bution des marchandises de première nécessité ainsi qu'une meilleure discipline du travail. Dans le domaine agricole on insiste sur un meilleur rendement des céréales et des cultures industrielles, de l'élevage en général et des kolkhozes en particulier.

Le comité central exécutif fera son possible pour contribuer au développement des régions de frontière, pour qu'elles deviennent des « avant-postes du patriotisme ukrainien soviétique ».

Dans le domaine de la propagande et de l'agitation politique un vaste programme est élaboré : l'agitation politique parmi les masses de travailleurs — ouvriers et membres des kolkhozes — doit être menée vigoureusement. Il faut « travailler » tout particulièrement les minorités nationales : « Les organisations du parti doivent mener une lutte sans merci contre toute manifestation de nationalisme — ukrainien, russe etc. »

Si la dernière phrase doit être prise à la lettre, on aura un peu l'explication de la repression qui a causé la mort de tant de généraux rouges. Toukhatchevski voulait vraiment une armée nationale russe ; Staline ne veut qu'une armée communiste. La même chose s'applique,

évidemment, à la soi-disant « ukrainisation »...

C'est en grande partie avec la T. S. F. et le cinéma qu'il faut, toujours d'après les « résolutions », faire de la propagande. Avis aux amateurs des films soviétiques ; avis à ceux qui écoutent la T.S.F. bolchéviste. Et enfin quelques mots, mais combien caractéristiques, et qui mettent une fin au bluff de « l'enseignement secondaire » et peut-être même « supérieure » de l'U.R.S.S. : « Il faut prendre des mesures pour liquider d'une façon définitive les illettrés ».

Et finalement un truc, toujours le même, pour se débarrasser des « nationalistes ukrainiens » : une accusation dont la perfidie égale l'absence de tout fondement : ce sont les fascistes allemands qui se servent des nationalistes ukrainiens, comme agents d'une attaque armée contre l'U.R.S.S.

En un mot, lesdites « résolutions » sont un document de tout premier ordre : elles démontrent, on ne peut plus clairement, le chaos qui règne en Ukraine Soviétique, et la peur qu'ont les communistes en présence d'un mouvement national ukrainien.

Jean CHARLET

La crise idéologique de l'armée soviétique et les nations non moscovites

La situation politique actuelle de l'Europe est incertaine, pour ne pas dire inquiétante. Le danger de guerre place les questions militaires au centre de l'intérêt général. L'entente franco-soviétique prête à l'armée soviétique l'importance d'un facteur considérable dans les relations entre les grandes puissances européennes. Les efforts de Litvinov pour transformer l'entente franco-soviétique en une alliance militaire n'ont pas eu de succès jusqu'à présent ; M. Delbos n'ignore certainement pas que le fardeau politique de cette alliance serait trop lourd et la valeur militaire de l'armée soviétique trop douteuse. Cette armée n'a pas encore eu l'occasion d'éprouver sa valeur militaire sur les champs de bataille. Elle est jusqu'à présent une énigme pour les spécialistes militaires européens. Les effectifs des troupes soviétiques, des forces aériennes, de l'armement technique etc. sont connus en général. On sait aussi que la situation de l'armée rouge par rapport à l'immense territoire de l'U.R.S.S. et aux voies de communication, qu'elle est appelée à défendre n'est pas favorable. On sait également que le degré culturel des soldats moscovites est très bas et que l'instruction professionnelle des officiers soviétiques est insuffisante. Mais l'Europe ne sait presque rien de l'esprit de l'armée soviétique, appelée à jouer un rôle décisif peut-être au cours d'une

guerre entre l'U.R.S.S. et ses adversaires de l'Est et de l'Ouest.

La presse soviétique prétend que l'U.R.S.S. peut se permettre le luxe de l'isolement le plus complet, du fait que l'armée rouge peut défendre le pays contre tous les ennemis, que le seul amour de la paix pousse le gouvernement de Moscou à travailler pour la sécurité collective. Mais la vérité est tout autre. Moscou cherche des alliances en Europe pour réaliser la tâche de l'impérialisme moscovite ; la stabilité pacifique est insupportable pour le Kremlin ; elle est pour son armée, extrêmement dangereuse. C'est pourquoi le gouvernement est fort mécontent de l'entente franco-soviétique, mécontent des tergiversations de Paris et de Londres par rapport aux pays « fascistes ». Les *Izvestia* écrivent, à l'occasion du deuxième anniversaire de l'entente franco-soviétique : « On ne saurait dire que l'organisation de la paix ait abouti à de grands succès, pendant ces deux années. Au contraire l'attaque des fascistes a détruit une bonne partie de ce qui a été fait auparavant. Les hésitations des grandes puissances occidentales et leur empressement à s'entendre avec les agresseurs ont porté des coups très graves à la sécurité collective. Sous l'influence des grandes puissances les petits Etats se sont laissé entraîner dans le sillon de leur politique. Dans les affaires d'Espagne nous voyons M. Litvinov faire l'impossible pour

arriver le plus rapidement possible à une alliance militaire avec la France, pour la pousser à un conflit contre l'Allemagne et l'Italie. En U. R. S. S. réapparaît l'ancien impérialisme moscovite, éternelle menace contre la paix. La guerre est une question de vie ou de mort pour l'armée rouge et l'Etat bolchevik. Aucun pays ne s'occupe tant de la guerre espagnole que Moscou. La carte des opérations militaires en Espagne ne manque jamais de figurer dans la première page des grands journaux soviétiques. Plus d'un tiers du texte de la presse soviétique actuelle est consacré aux affaires espagnoles. Le gouvernement et le parti bolchevik s'efforcent de persuader l'armée et la population que l'intervention en faveur de l'Espagne « républicaine » et contre les puissances « fascistes » est nécessaire et inévitable. En excitant ainsi l'armée soviétique, le gouvernement de Moscou s'efforce de combattre la crise idéologique qui menace de la détruire. Les récents événements survenus dans l'armée rouge prouvent que cette crise se développe rapidement. La disgrâce subite du maréchal Toukhatchevski considéré comme « le Napoléon rouge » signifie que l'armée est entraînée dans la lutte politique entre groupements bolcheviks. L'on sait que la presse européenne a fait des remarques ironiques à propos de la désignation du maréchal lors des fêtes du couronnement à Londres en soulignant que Toukhatchevski était l'auteur d'un livre sur l'organisation de troubles révolutionnaires en Europe et que ce dernier était le plus ardent partisan de l'intervention en Espagne. La personna-

lité de M. Litvinov comme membre de la délégation audit couronnement n'a pas été moins attaquée. Mais ce ne sont pas les récentes défaites des bolcheviks en Espagne qui ont été la cause de la disgrâce de Toukhatchevski, ces causes ne sont pas extérieures, mais intérieures. Son nom fut mentionné par Radek pendant le procès de Moscou et les généraux Putna et Smoutny, ses amis, furent emprisonnés. La persécution des « trotskistes » a été suivie de nombreuses arrestations dans l'armée, particulièrement en Ukraine et au Caucase. Ces événements ont prouvé une fois de plus que l'armée actuelle ne peut être rigoureusement séparée de la vie sociale. La transition au Kremlin de l'oligarchie communiste à la dictature personnelle de Staline exige des victimes; or, tout changement de régime, du régime soviétique actuel notamment, se complique d'une lutte permanente des nations non moscovites contre Moscou.

Staline fait le vide autour de lui; il remplace ses anciens collaborateurs par de nouvelles créatures plus dociles. Les choses pourraient ainsi être réglées pour Moscou mais non pour les régions non moscovites de l'U.R.S.S. Il n'est pas douteux que la crise actuelle dans l'armée soviétique est la conséquence de la lutte nationale dans les régions non-russes de l'U.R.S.S. La base naturelle de l'armée est la nation. Cette base n'existe pas pour l'armée soviétique attendu que le pays des Soviets est un Etat à nationalités multiples, où la minorité moscovite oppresse et exploite les nations non-moscovites. Le gouvernement de Moscou s'efforce vainement de remplacer la base nationale

de l'armée par une autre base, celle du parti communiste à majorité moscovite. L'armée communiste deviendrait ainsi une armée moscovite destinée à assimiler la population non-moscovite. La presse soviétique affirme à chaque occasion que le pourcentage des communistes dans l'armée est très élevé et qu'il augmente d'un jour à l'autre. Cette affirmation est démentie par la presse soviétique elle-même qui constate que la plupart des soldats de l'armée rouge portent sous leur chemise une croix métallique. La base communiste de l'armée soviétique est d'autant plus faible que les autorités militaires mènent une opposition ouverte contre le communisme exagéré dans l'armée. Vorochilov n'a-t-il pas maintes fois déclaré qu'un bon officier vaut mieux qu'un bon communiste. Les anciens bolcheviks, Trotski, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Radek etc. ont été des communistes beaucoup plus orthodoxes que Staline. La nouvelle constitution stalinienne « la plus démocratique du monde » et les tentatives du gouvernement de Moscou en vue de créer des « fronts populaires » en Europe et une sorte de front populaire en U. R. S. S. ont aussi profondément ébranlé l'idéologie communiste des dirigeants de l'armée rouge.

L'idée du communisme international s'oppose à l'idée de la patrie soviétique ainsi que les bolcheviks eux-mêmes l'ont déclaré en affirmant que le prolétariat n'a pas de patrie. En propageant le communisme conjointement avec le patriotisme soviétique il en est résulté un chaos complet dans l'esprit des soldats aussi bien que dans celui des officiers so-

viétiques; c'est pourquoi les milieux militaires proprement dits ont commencé à propager, ouvertement, ces derniers temps, le pur patriotisme, c'est-à-dire le chauvinisme moscovite en affirmant la priorité de la classe militaire. Une telle propagande de chauvinisme et d'impérialisme moscovite transpose la lutte nationale sur le plan essentiellement militaire et la supériorité avouée de cette classe menace de liquider le parti bolchevik. La lutte décisive entre l'armée et le parti a été gênée par la crainte des dirigeants moscovites du parti et de l'armée de voir s'accroître la lutte engagée par les nations non-moscovites. Il en est résulté des compromis. Staline et Vorochilov se sont réconciliés sur le dos des membres subalternes de l'oligarchie moscovite. Cette réconciliation exigeait des victimes politiques : le corps spécial de troupes du Guépéou a été subordonné à l'état-major général et le chef du Guépéou, Yagoda, a été emprisonné; dans le même temps la surveillance de l'armée par des commissaires communistes a été reprise et Toukhatchevski disgracié a été éloigné du centre politique du pays.

Le conflit entre le parti et l'armée a été atténué, mais non liquidé; il persiste toujours à l'état latent. La contradiction entre les principes du communisme et de « la patrie soviétique » devient de plus en plus patente. La dure réalité détruit impitoyablement la démagogie communiste et soviétique. L'édifice démagogique créé par les bolcheviks pendant ces vingt dernières années s'effondre avec fracas. La crise idéologique actuelle dans l'armée soviétique a pour cause la contradiction

qui existe entre des doctrines menteuses et artificielles. Les efforts des dirigeants soviétiques pour trouver une base vitale pour l'armée rouge sont vains. Cette armée fut empoisonnée au moment de sa naissance par la lutte soutenue par les peuples allogènes contre Moscou. La haine qui existe entre les Moscovites et les nations faisant partie de l'Union soviétique ne peut être extirpée de l'armée. Si l'U.R.S.S. dans son ensemble est un colosse aux pieds d'argile, l'armée rouge boite sur les prothèses du bolchevisme et d'un patriotisme soviétique imaginaire. Le Kremlin cherche vainement une issue à l'impasse idéologique actuelle de l'armée soviétique. Le décor démocratique et constitutionnel qui doit cacher le despotisme moscovite aux yeux de la population et de l'armée aboutit pour l'instant au seul affaiblissement de la discipline dans l'armée, au désordre et à des mutineries de troupes, en Ukraine et au Caucase notamment. La voie des réformes est bloquée par la haine farouche des allogènes contre Moscou. La vie est plus forte que la démagogie menteuse de Moscou. Le Kremlin glisse irrésistiblement vers le régime de l'ancienne Russie tsariste que l'on a appelée prison des nations opprimées. Le geôlier moscovite est lui-même prisonnier de sa propre

prison. En s'opposant au développement des allogènes, le gouvernement de Moscou renonce à tout progrès de la nation moscovite. Le chauvinisme et l'impérialisme moscovites ne suffisent pas pour créer une base normale à une armée nationale. L'armée ne saurait être séparée de la population, et les nations non-moscovites sont trop nombreuses pour être éliminées de l'armée. L'état-major bolchevik éloigne soigneusement les éléments non-moscovites de l'armée soviétique de pays natal, bien que cette mesure affaiblisse sensiblement l'armée; l'on sait que les nations non-moscovites constituent la majorité de la population de l'Union.

Les « réformes démocratiques » de M. Staline n'ont eu d'autres résultats que de déchaîner de nouvelles et cruelles persécutions non seulement parmi la population civile, mais aussi parmi les militaires soviétiques. La crise idéologique qui sévit dans l'armée soviétique a été provoquée par le Kremlin; sa liquidation a été confiée comme d'habitude au Guépéou. Les événements récents survenus dans l'armée soviétique sont ce qu'on pourrait appeler un *memento mori* pour l'U.R.S.S. L'armée soviétique est en passe de devenir un facteur de décomposition de la despotie moscovite.

M. DANKO.

En Azerbaïdjan

Les persécutions dirigées en ce moment sur tout le territoire de l'URSS contre ce qu'on appelle « les trotskistes » trouvent également leur écho en Azerbaïdjan. D'après les renseignements fournis par la presse bolcheviste l'on peut comprendre qu'en Azerbaïdjan ces persécutions ont un tout autre caractère. C'est du reste, ce que nous avons maintes fois signalé dans la présente revue, mais nous estimons que nous devons profiter de toutes les possibilités pour revenir sur ce sujet et lui donner toute l'ampleur qu'il mérite.

La *Zaria Vostoka* du 11-4-37 nous apporte quelques détails sur le Congrès des Soviets d'Azerbaïdjan qui s'est réuni le 10 mars dernier pour y discuter la question de la nouvelle Constitution de l'Union Soviétique. En furent exclus certains membres azerbaïdjanais, tels que Rouhoullah Akhoundov, Mikail Husseinov, Mirza Mehemed Kasimov, Balabek Hassanbeyli et Kerim Abdulov. Ces exclusions furent motivées par le fait que les sus-només étaient des « contre-révolutionnaires, des trotskistes et des nationalistes bourgeois ». Ajoutons que tous étaient des communistes connus, ainsi qu'on peut le voir ci-dessous :

Rouhoullah Akhoundov était membre du Comité Central du parti communiste et du Comité Exécutif, directeur du département des Beaux-Arts, près le commissariat du peuple à l'Instruction publique et membre de la section de l'Académie des sciences d'Azerbaïdjan. Comme on voit, ces titres faisaient de lui un person-

nage important dans la hiérarchie communiste.

Hassanbeyli était professeur à l'Université d'Etat. Kerim Abdulov et Mirza Mehmed Kassimov étaient chefs d'arrondissements et à ce poste ils s'efforçaient, paraît-il, d'empêcher la réussite des kolkhoz dans leurs arrondissements.

D'après le journal *Kommuniste* du 14-4-37, les contre-révolutionnaires auraient réussi à pénétrer non seulement dans des organes tels que le Congrès qui a un caractère périodique, soumis à des élections, mais encore dans le Comité Central exécutif qui lui, est un organe permanent.

Parmi ces contre-révolutionnaires, le journal cite le Dr Sultan Medjid Effendi Zadé, communiste de longue date, connu déjà par son activité en 1904 et qui, dans l'un de ses derniers discours se laissa glisser jusqu'au « national-ouklonisme ». Ce fait vaut à Effendi Zadé une remontrance du journal qui lui fait savoir « qu'on ne doit pas parler ainsi ».

**

Le *Kommuniste* du 11-4-37 donne aussi un aperçu de la réunion qui eut lieu au commissariat du peuple à l'Instruction publique et au cours de laquelle le nouveau commissaire, Memmed Sadyk Effendiev, critiqua violemment la politique de l'ancien commissaire Tagui Chahbazov et le chef de la section de Bakou, Ali Sattar Ibrahimov. La critique portait principalement sur le fait que ces anciens

commissaires n'auraient pas suffisamment diffusé le communisme dans les écoles et plus particulièrement dans les cadres du personnel enseignant.

Cette critique était principalement dirigée contre Hassan Oghlou Azim et contre Mikail Rahimli que le rapporteur appela « contre-révolutionnaires et hommes à double face » parmi les futurs pédagogues. C'est grâce à eux que des ennemis du peuple tels que Tchoban Zadé, Ali Nazim et Demirtchi Zadé auraient pénétré à l'Institut pédagogique supérieur d'Azerbaïdjan dans lequel « jusqu'à ces derniers temps ils ont eu la possibilité de faire adopter leur ligne nationale et politique ».

La même situation se présente à l'Université d'Etat où toute une série de professeurs tels que Hassanbeyli, Tagui Zadé, Veli Khouloulou, etc. ont propagé des idées contre-révolutionnaires et nationalistes !

En quoi consistent donc ces idées contre - révolutionnaires et nationalistes ? Le journal *Kommunist* du 28-3-37 répond à cette question par la plume de Mehdi Zadé Mehdi. Ce dernier écrit, en effet, que conformément à la décision prise par le conseil des commissaires de l'U.R.S.S., en date du 3 septembre 1935, l'enseignement de la langue russe dans toutes les écoles est obligatoire. « La nécessité de savoir lire, en original, les œuvres de Lénine et de Staline, ainsi que celles de tous ceux qui ont créé une culture russe, tels que Pouchkine, Lermontov, Tolstoï, Gorki, etc. est indiscutable. Malheureu-

sement, les étudiants des écoles supérieures d'Azerbaïdjan non seulement ne savent ni lire ni écrire en russe, mais ils ne peuvent profiter de la littérature russe ».

Signalons à ce propos qu'en 1936, « sur 130 étudiants ayant terminé l'Institut pédagogique 15 seulement pouvaient parler le russe. La promotion précédente n'était pas meilleure à ce sujet ».

Le journal insiste sur le fait que s'il en a été ainsi, c'est que le programme d'enseignement du russe « n'était pas suffisamment préparé et mis au point ». Pour ce qui est des écoles primaires « l'enseignement du russe y fait totalement défaut ». Le journal constate que dans toute une série de rayons, tels ceux de Koubatli, Djebraïl, Lenkoran, Latchine, Karaboulak, Agdam, l'enseignement du russe y est complètement supprimé.

Le journal s'indigne ensuite de ce que « lorsqu'un professeur de chimie ou d'histoire naturelle ne travaille pas suffisamment il indispose contre lui l'administration de l'école. Tout cela est fort bien, mais pourquoi donc cette même administration ne s'indigne pas lorsque dans toute une série d'écoles il n'y a pas un seul professeur de russe ». Et l'auteur de l'article de conclure que bien certainement « une pareille indifférence envers l'enseignement du russe est justifiée, voire même approuvée par des instructions venues d'en haut ».

Les accusations du journal continuent sur le même ton contre l'«Azernechr» (Editions centrales d'Azerbaïdjan) qui retient tout ce qui n'est pas écrit en langue azérie. La faute en est au professeur Tchoban Zadé

qui, de ce fait, donnait suite à ses idées nationalistes.

De cet aperçu nous voyons qu'une lutte sourde est engagée entre les tendances russificatrices des communistes russes et leurs suppôts d'une part et les Azerbaïdjanis d'autre part, même lorsqu'ils sont communistes.

Pour nous, Azerbaïdjanis, cette politique de russification n'est pas nouvelle : c'était aussi celle du régime tsariste qui, hâtons-nous d'ajouter, n'eut pas plus de succès. Bien que passant dans les écoles russes, recevant une instruction russe, les Azerbaïdjanis sont restés attachés à leur nationalité et ils ont pu amener leur pays à une vie indépendante. Cette ancienne expérience de l'histoire n'a pas peu contribué à montrer la voie à ceux qui ont grandi dans l'Etat communiste actuel, à ceux qui ont compris que le régime russe, quelle qu'en soit la couleur, reste sans changement. L'exclusion de Rouhoullah Akhoundov est motivée par le fait que dans la section de l'Académie des sciences d'Azerbaïdjan il propagait des tendances nationalistes et cela, non sans succès. C'est dire que les communistes en viennent à la même conclusion que l'« intelligentsia » azerbaïdjanienne d'avant la révolution russe. Et cette conclusion consiste à poursuivre la lutte contre la russification, contre la langue russe afin de conserver la langue maternelle, quoi qu'il en coûte.

Dans l'un des derniers numéros du *Kommunist*, il était dit que le congrès convoqué pour l'étude des langues avait laissé apparaître trois tendances : une tendance russe, turke et mitigée. Ceux du premier groupe pouvaient être facilement comptés; ceux

du troisième groupe ayant approuvé tout ce qui n'avait pas été proposé par le premier groupe se rangèrent entièrement du côté turk en ce qui concerne la question de langue. Le témoignage du journal communiste se passe de tout commentaire.

Il convient cependant de souligner un des côtés de ce qui se passe en ce moment en Azerbaïdjan. Ce même journal, à la date du 9-4-37 écrit que de toutes parts on constate un renouveau d'activité du mouvement religieux et que sous le couvert de réunions religieuses dans les mosquées, on se livre à une propagande antisoviétique. Tout cela se justifie en vertu de l'article 124 de la nouvelle Constitution qui accorde la liberté de conscience à la population. Mais « derrière cette demande d'ouverture de mosquées se cache une politique de lutte contre les soviets ». A en juger par les articles du dit journal, on peut voir que le mouvement religieux s'est emparé non pas seulement que des musulmans. Ce mouvement est constaté en Arménie et en Géorgie. Ce phénomène n'est autre que l'une des formes de la lutte nationale qui se poursuit en ce moment en Azerbaïdjan et qui, sous des formes diverses tend vers le succès final.

L'« épuration » bolcheviste a touché tout d'abord les écrivains et les littérateurs. Le *Kommunist* du 28-3-37 signale que toute une série d'écrivains, parmi lesquels Tagui Chahabaz, Buyuk Aga Talybli, Ali Razii, Ahmed Djavad etc. ont suivi l'exemple

de Rouhoullah Akhoundov et autres, et qu'ils ont propagé cette même « politique hypocrite bourgeoise-nationale, hostile aux Soviets ». De ce fait, tous ont été exclus de l'Association des Écrivains et Littérateurs.

D'autres écrivains, tels que Seïd Hussein, Youssouf Vezir, Hussein Djavid, Moussakhanli, Sanyli, Selman Moumtaz, Mikail Muchfik reçurent l'ordre de travailler à l'avantage du socialisme, ce qui en réalité était une mise en garde de la part des communistes. L'un de ces écrivains, Seïd Hussein fut même exclu de l'Association des écrivains (*Bakinski Rabotchi* 28-3-37). « Ces écrivains écrivait le *Kommunist* (28-3-37) doivent prouver qu'ils sont effectivement des écrivains soviétiques et qu'ils ont droit à ce titre d'honneur.

Le *Kommunist* du 30-3-37 énumère les écrivains azerbaïdjaniens connus, tels que Fizouli, Nessimi, Hatai, Vakif, Zakir, Mirza Fatali, Seïd Azim Chirvani, N. Vezirov, Ahverdov, Molla Nasreddin (Mehemed Kouli Zadé) Sabir, Mehmed Hadji, Djabar Djabarli etc., et constate qu'ils sont « des perles précieuses dans la culture mondiale » ; il exige la création d'une histoire de la littérature azerbaïdjannienne basée entièrement sur le marxisme et sur la compréhension communiste de la littérature et de son histoire. Malheureusement, écrit le journal, ce travail a été confié à

toute une série de « trotskistes et de contre-révolutionnaires » qui gâtent tout.

Ainsi, toute cette épuration, ces exclusions de nombreux communistes de marque ne sont pas exclusivement le résultat des tendances trotskistes de ces éléments, mais bien de leur esprit nationaliste dont finissent par s'imprégner les vieux communistes azerbaïdjaniens. Ces communistes ont compris, à présent, que le pouvoir russe n'a jamais changé sa ligne de conduite et que sa politique de russification a toujours été la base de son existence. Le communisme, en cela, n'a pas été au delà de ce qu'a été le régime tsariste; il agit ainsi que lui. A cela il n'est qu'une réponse : développer et renforcer les conceptions nationales dans le pays ce qui, effectivement, se produit en ce moment sur une vaste échelle, au point que les bolcheviks prennent toutes mesures en vue de supprimer tous les germes de nationalisme, d'exiler ou de fusiller les « coupables », en un mot, de faire la même chose que le gouvernement tsariste. Mais là où le tsarisme n'a pu arriver à ses fins, le communisme ne réussira pas mieux. Le mouvement national ne cessera de croître dans le pays et hors du pays jusqu'à ce que l'Azerbaïdjan n'obtienne sa complète indépendance.

Les nationalités de l'U.R.S.S.

contre Moscou

Le problème national est une question de vie ou de mort pour l'U. R.S.S., et c'est pourquoi ce problème revêt une importance particulière pour l'Europe tout entière. La population de l'Union Soviétique, d'après la statistique officielle de 1926 est la suivante : Moscovites, 77.791.000 ; Ukrainiens, 31.194.000 ; Ruthènes - Blancs, 4.738.000 ; Kazakhs, 3.968.000 ; Uzbeks, 3.904.000 ; Tartares, 2.916.640 ; Juifs, 2.599.000 ; Géorgiens, 1.821.000 ; Turks, 1.706.000 ; Arméniens, 1 million 567.000 ; Mordvines, 1.340.000 ; Allemands, 1.238.000 ; Tchouvaches, 1.117.000 ; Tadjiks, 978.000 ; Polonais, 782.000 ; d'autres peuples, moins nombreux pourraient être ajoutés à cette liste. Nous ne pouvons vérifier l'exactitude de la statistique moscovite, mais il est certainement probable qu'elle est plutôt favorable à la nation dominante. D'après cette statistique, sur une population totale de 147.027.915 âmes, les Moscovites seraient au nombre de 77.791.000 et les nations non-moscovites réuniraient 69 millions 236.000 habitants. Cette majorité moscovite officielle est déjà peu considérable, mais elle n'existe pas en réalité si l'on songe que plus de 8.000.000 de Cosaques ne veulent rien avoir de commun avec les Moscovites, contre lesquels ils luttent depuis vingt ans aux côtés des nations opprimées. Mais ce n'est pas la statistique qui joue un rôle décisif dans la lutte qui oppose Moscou et les diverses nationalités de l'U.R.S.S. Les Allemands ont dirigé pendant des

siècles la monarchie Danubienne, quoique ne représentant qu'un quart de sa population. Mais les Moscovites n'ont aucune qualité pour diriger les autres nations. Le tsarisme et le bolchévisme sont les seules formes politiques qu'ils ont créées pour dominer les autres nations. Il faut espérer que les Moscovites créeront un meilleur régime quand ils devront penser à eux-mêmes seulement, c'est-à-dire lorsque les nations opprimées se seront détachées d'eux. Pour le moment, le gouvernement soviétique est afoolé par cette perspective, et cette crainte est certainement fondée. Moscou a perdu par la création de la Finlande, de la Lithuanie, de l'Esthonie et de la Lettonie presque tout le littoral de la mer Baltique. L'indépendance de l'Ukraine, des régions Cosaques et du Caucase le séparerait aussi de la Mer Noire. D'autre part, le charbon de l'Ukraine, le pétrole de Bakou et le coton des républiques musulmanes de l'Asie Centrale sont la base matérielle de la puissance militaire soviétique.

L'armée a toujours été le plus grand souci de chaque régime moscovite depuis Pierre Ier jusqu'à Staline. Tout a été sacrifié pour l'armée, autrefois comme aujourd'hui. La tension politique actuelle en Europe et en Extrême-Orient augmente les soucis militaires du gouvernement de Moscou. Le danger de guerre contraint de nouveau les Moscovites à chercher la voie de la réconciliation avec les nations non-moscovites. Le

Kremlin a créé un système mitigé de persécutions cruelles en même temps que d'apaisement. Toute l'opposition antimoscovite est attribuée aux « agents » du Japon et de l'Allemagne et au « trotskisme », et l'existence d'un mouvement national légal est niée entièrement. L'apaisement politique doit être créé par les réformes « démocratiques » de la Constitution stalinienne. La nouvelle Constitution soviétique a été accueillie dans les régions moscovites avec indifférence et dans les régions non-moscovites, avec méfiance, voire avec une extrême hostilité. La déclaration de Jdanov disant que la Constitution est fondée sur le principe du « centralisme démocratique » ne pouvait qu'augmenter cette hostilité. Il n'y a pas de centralisme démocratique dans un Etat multinational, et dans l'U.R.S.S. tout particulièrement l'on se trouve en présence d'un centralisme despotique de Moscou au détriment des autres nationalités opprimées. Le discours de Staline lui-même lors de la séance plénière du Comité Central du parti Communiste le 3 mars, celui de Jdanov et des autres dirigeants bolchéviks, les résolutions du Comité Central et les articles de la presse soviétique fournissent des renseignements précis sur la tâche politique de la Constitution soviétique et ne laissent pas de doute quant à ce « centralisme démocratique », dirigé principalement contre les nations non-moscovites. Staline disait entre autres : « Les agents des Puissances étrangères, les espions, les fomenteurs de diversions et les saboteurs poursuivent plus ou moins leur activité partout dans nos institutions politiques, économiques et administratives et dans les organisa-

tions du parti. Ces agents ont occupé des positions responsables. Nos camarades éminents n'ont pu reconnaître ces ennemis et assassins, ils ont oublié que l'U.R.S.S. est entourée d'Etats capitalistes, qui se préparent à la détruire. Ces camarades communistes ont été trop occupés par le travail économique et étourdis par leur succès vertigineux »... « Il faut assurer les succès économiques par le travail politique, il faut connaître la théorie et la pratique du travail des saboteurs et appliquer de nouvelles méthodes pour les anéantir ». Ce programme beliqueux est dirigé presque entièrement contre les organisations dans les régions non-moscovites. La résolution du Comité Central accusait les Comités Régionaux de Kiev, de la région Azov-Mer Noire, ainsi que le Comité Central du parti Communiste Ukrainien d'avoir violé les principes démocratiques par la cooptation inadmissible des membres et par les fausses élections de ces derniers. Ces fautes ont été également commises dans les autres organisations communistes, c'est pourquoi toutes les organisations devaient être réélues jusqu'au 20 mai ... » Jdanov, déjà mentionné, a constaté dans son discours que le chiffre des membres cooptés atteint à Kiev 26,2 %, à Dniepropetrovsk 26,7 %, dans la Ruthénie-Blanche 28,9 % et dans l'Arménie même 30%. « Deux tiers des membres du comité de la ville de Kharkov ont été cooptés. » Cette violation obstinée du « démocratisme » soviétique, ces cooptations qui déplaisent tant au gouvernement de Moscou signifient que les organisations locales créées par Moscou même et dirigées par les bureaucrates envoyés de Moscou s'opposent

à toute immixtion et à tous les contrôles de la part du gouvernement central. Le gouvernement central tâche de rompre la résistance de ses fonctionnaires infidèles par les moyens « démocratiques » de la nouvelle constitution, par de nouvelles élections; il entreprend même la tâche ridicule d'exciter la population contre les bureaucrates opiniâtres par la démagogie du démocratisme imaginaire, mais la population non-moscovite ne voudra sûrement pas faire le jeu du gouvernement.

Les persécutions des « trotskistes » et l'épuration générale des organisations locales sur la base du « centralisme démocratique » ont provoqué une résistance acharnée de ces organisations dans les régions non-moscovites. Chaque organisation se transformait en forteresse qui se défendait obstinément contre l'ingérence du gouvernement central. Les agents de Moscou se sont montrés impuissants contre les guépriers des organes bolcheviks et soviétiques locaux. Les *Izvestia*, la *Pravda* et la presse de province se plaignent que les chefs des Comités de ville, des rayons, des régions et même des républiques nationales s'entourent d'agents fascistes, d'ennemis du peuple, de flatteurs qui violent la démocratie et suppriment la libre critique. Les *Izvestia* du 12 avril écrivaient : « Les personnes qui veulent parler avec les présidents du Comité de ville à Kiev et à Rostov sont contraintes de se cacher dans l'antichambre aux secrétaires. Ces derniers sont choisis soigneusement par les ennemis du peuple et ne laissent pas les ouvriers parler librement avec leurs représentants, créant ainsi une muraille entre les électeurs et leurs élus »... L'or-

gane régional *Molot* de Rostov écrivait des dirigeants bolchéviks de cette ville : « Glebov, Gogoberidzé, Rava et autres, sont des agents japonais, allemands et trotskistes, qui détruisent les organisations des ouvriers, empêchent le développement du stakhanovisme, cultivent le bureaucratisme, suppriment la critique... » Les *Izvestia* du 10 avril communiquaient de Kertch : « Le secrétaire du comité de ville Okorkov est ivrogne et vénal; il organise des orgies, vole dans la caisse de la ville, protège les trotskistes. Le procureur Ivanenko renvoie et donne son non-lieu à toutes les affaires concernant des détournements, corruptions, escroqueries, etc., parce qu'il a fait son service autrefois dans l'armée blanche et qu'il craint que son passé contre-révolutionnaire ne soit révélé. » Le *Molot* de Rostov écrivait : « Les communistes à Rostov, Taganrog, Chakhty et Krasnodar violent continuellement le démocratisme du parti communiste détruisent depuis longtemps le réseau des organisations d'éducation de la jeunesse socialiste (Komsomol). Les écoles pour les propagandistes dans les rayons de Rostov, Krasnodar et Taganrog demeurent inactives »... « Les dirigeants communistes s'animent seulement pour l'action économique, mais pas pour le travail politique; ils portent ainsi préjudice aux intérêts fondamentaux du parti, car ils font prendre aux gens le goût et le sentiment de la politique »... « Les communistes s'enfuient des villes pour se réfugier dans les villages. Les chefs des comités régionaux négligent le travail politique du parti, particulièrement dans les villes et consacrent leur labeur à l'économie,

particulièrement à l'agriculture. L'éducation des communistes est oubliée. La propagande par la parole et les résolutions du parti sont abandonnées. Les pires ennemis du peuple, les trotskistes, pénètrent dans les centres dirigeants des organisations locales et annihilent l'énergie communiste; ils introduisent le bureaucratisme et des relations de famille dans les organisations communistes, affaiblissant ainsi leur force. » La presse soviétique communique des faits semblables de Minsk, de Bakou, de Tiflis, de Tachkent et d'autres centres des régions non-moscovites.

Les grands et les petits chefs des organisations locales se défendent vigoureusement contre le gouvernement central, ils opposent des attaques aux attaques, des intrigues aux intrigues et leurs propres dénonciations aux dénonciations de la presse et des agents du gouvernement central. Cette lutte sourde dans tous les domaines produit un chaos indescriptible et paralyse toute l'activité des organes bolchéviks et soviétiques dans les régions non-moscovites. Parmi les victimes de cette lutte acharnée se trouve déjà le dictateur moscovite en Ukraine, l'ancien ami de Staline, M. Postychev. Quelques grands chefs de Ruthénie-Blanche, de Géorgie, du pays des Cosaques, d'Arménie, etc., le suivront probablement. Le nombre des communistes « liquidés » dans les régions non-moscovites est considérable même pour le gouvernement de Moscou, et l'ordre a été donné de faire grâce aux trotskistes repentants et à leurs amis. Un « oukaze » de Moscou a également été publié ordonnant de ne pas exagérer la campagne politique et de s'occuper en

même temps des affaires économiques, particulièrement des travaux d'ensemencement. Mais il est beaucoup plus facile de déclencher le chaos que de rétablir l'ordre. Le mal était irréparable. L'ensemencement de cette année est retardé, exécuté dans un grand désordre et, il va sans dire, très mal. Les travaux printaniers qui exigent toujours des efforts énormes du côté du gouvernement central ont tourné en une vraie lutte entre Moscou et les autorités locales dans les régions non-moscovites. La presse soviétique est pleine de messages alarmants, de plaintes, de dénonciations, de menaces officielles, d'ordres sévères et de démagogie déchainée. Le printemps apporte des occasions innombrables pour les persécutions, les épurations, les vengeances personnelles, pour les détournements, vols de caisses publiques, etc.

Les *Izvestia* du 4. IV. écrivaient : « 8.268.000 hectares ont étéensemencés jusqu'au 24 mars 1936 alors qu'à la même date de cette année il n'a étéensemencé que 2.227.000 ha... » Ce chiffre concerne presque entièrement les régions non-moscovites parce que les régions moscovites situées plus au nord commencent l'ensemencement plus tard. La cause principale de ce retard a été, comme d'habitude le centralisme soviétique. Les autorités locales ne peuvent se procurer ni blé pour les semailles, ni pétrole pour les moteurs agricoles, sans la bénédiction de Moscou. La famine provoquée dans plusieurs rayons par les réquisitions militaires au cours de l'automne de l'année dernière ont obligé la population à se nourrir de blé de semence. Pendant ce temps, les bureaucrates de Moscou s'occupaient de bien d'autres

choses—des procès contre les « trotskistes », de la nouvelle Constitution, de la campagne contre les « espions et saboteurs trotskistes » dans les régions non-moscovites, etc. La résistance des nations opprimées contre la Constitution du « centralisme démocratique » et le chaos produit par cette nouvelle lutte entre Moscou et les autorités locales ont aussi considérablement retardé les travaux printaniers; et le retard de ces travaux a provoqué de nouvelles persécutions moscovites contre les républiques nationales. La *Pravda* écrivait dans les derniers jours de mars: « La Géorgie n'aensemencé jusqu'à présent qu'un tiers de la superficie prévue; l'Azerbaïdjan un quart à peine de la surface de l'année passée. Le camarade Béria, secrétaire du Comité Central du Parti Communiste géorgien, le président des Soviets des Commissaires du Peuple Mlagoblichvili, le secrétaire du Comité Central du parti Communiste, Baguirov, tiennent-ils cet état de choses pour normal ? !... Et le secrétaire du Comité Central du parti Communiste d'Arménie, le camarade Amatouni, et le président des Soviets des commissaires du peuple, le camarade Gouloyan, qu'en pensent-ils ?... Le secrétaire du Comité du pays de Crimée, le camarade Lavrentiev, et le président du Soviets des commissaires du peuple, le camarade Samedinov, croient-ils que d'autres qu'eux seront responsables des résultats des semailles... » Les *Izvestia* écrivaient à leur tour : « Les régions d'Azov-Mer-Noire et de Dnepropetrovsk ont disputé un concours de retard dans l'ensemencement ». Le même journal écrivait : « Les gérants de Kiev, Vynnytza et Kharkov doi-

vent comprendre que le retard prolongé de l'ensemencement sera considéré comme un crime contre l'Etat ». Le correspondant des *Izvestia* communiquait de Minsk le 6 avril : « La Ruthénie-Blanche a commencé les semailles très tard et travaille trop lentement. Environ 50 stations de moteurs et de machines n'ont pas encore conclu les contrats avec les collectives agricoles (kolkhozes). Beaucoup de blé de semence reste encore dans les dépôts. Il y a encore beaucoup de tracteurs, de charrues et de machines pour les semailles non réparées. Le Comité Central du parti Communiste s'enferme dans son bureau et ne s'occupe pas des semailles. Le retard prolongé des travaux printaniers sera considéré comme un crime indiscutable contre l'Etat... » L'organe central de la région Azov-Mer-Noire, *Molot* à Rostov, écrivait le 2 avril : « La prolongation des semailles peut causer la perte de beaucoup de millions de pouds de blé. Mais plus de la moitié des tracteurs n'ont pas d'éclairage pour le travail de nuit. Le pétrole pour les moteurs manque aussi dans plusieurs rayons... »

Les autorités suprêmes des républiques nationales et des districts régionaux, pressées, menacées et punies par le gouvernement de Moscou, pressent, menacent et punissent à leur tour les autorités subalternes, les organes bolchéviks et soviétiques des villes, des rayons, des kolkhozes, lesquels se vengent en dernière analyse sur les paysans et les ouvriers. Toute la pyramide soviétique centralisée se trouve ainsi ébranlée. Le plan du Kremlin qui tend à diriger le mécontentement de la population non-moscovite contre les autorités lo-

cales par la voie du « centralisme démocratique » de la nouvelle constitution « la plus démocratique du monde » échoue complètement. La meilleure preuve en est la défaite du stakhanovisme. Les *Izvestia* écrivaient à ce propos : « L'une des causes du retard des semailles est l'affaiblissement de l'initiative dans le mouvement stakhanoviste et dans les concours des travaux agricoles. En 1936, 36.000 groupements d'ouvriers dans les champs de betteraves à sucre de la région de Kharkov ont organisé des concours pour la meilleure récolte; en 1937, 20.000 seulement y ont pris part, parce que l'action politique des organisations de cette région était plus faible. Dans la région de Kiev également, 20.000 groupements seulement sur les 70.000 participent à ces concours. On communique la même chose des régions de Vynnytza, Koursk, Voronège (ces deux dernières régions ont une minorité ukrainienne assez forte (M.D.)). Si les organisations communistes et soviétiques agricoles d'Ouzbékistan, du Tadjikistan, d'Azerbaïdjan et d'autres républiques qui produisent le coton ne viennent pas en aide aux stakhanovistes, le plan de la meilleure récolte peut s'effondrer. Le stakhanovisme dans les régions d'Azov-Mer-Noire n'est pas protégé cette année... »

L'année 1937 est la dernière année du deuxième plan quinquennal. Le plan agricole exige pour toutes les cultures une surface de 138.910.000 hectares, dont 103.960.000 pour les blés, 11.031.000 pour les plantes techniques et 13.684.000 ha pour le fourrage. L'ukaze de Moscou exige une récolte moyenne de 10.4 quintaux de blé par hectare. Toute la pro-

duction des céréales doit donner cette année 6613 millions de pouds. Ce chiffre est tout à fait fantastique. La production du blé en U.R.S.S. ne dépasse pas la quantité d'avant guerre, c'est-à-dire 4500-5000 millions de pouds (un poud = 16 kgs.). La fixation du plan d'élevage du bétail pour cette année a été confiée au Conseil des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S. L'état des travaux printaniers indique plutôt que la production de blé sera encore beaucoup plus insuffisante qu'en 1936 et que les régions non-moscovites souffriront de nouveau d'une famine cruelle.

La pénurie des céréales et la lutte politique ont provoqué aussi une diminution de production de quelques branches industrielles fondamentales. Le Comité Central de l'U.R.S.S. a déclaré : « Quelques branches d'industrie n'ont pas rempli leur programme annuel, par exemple l'industrie du charbon, du naphte, du métal, du bois, du lin, etc. Le superaccomplissement du programme dans d'autres branches d'industrie a été atteint par l'augmentation des frais de production, par la consommation exagérée des matières premières et des carburants et par une baisse de la qualité.

C'est un fait significatif que les branches de l'industrie qui n'ont pas réalisé leur programme annuel sont situées en Ukraine (charbon et fer), et en Azerbaïdjan (pétrole). On est bien forcé de faire intervenir à ce propos la résistance de la population non-moscovites de ces pays. La situation de l'industrie charbonnière et pétrolière est pire que l'année dernière encore cette année. Les *Izvestia* du 5 mars écrivaient à ce sujet : « Le rayon charbonnier du Donbass

(bassin du Donetz) demeure toujours en arrière, il n'a réalisé le plan ni en janvier ni en février. Le Donbass a livré pendant ces deux mois, moins de charbon que dans les mois correspondants de l'année dernière. Il est étonnant que la diminution de la quantité de charbon obtenue marche de pair avec l'augmentation du nombre des ouvriers. Ce nombre a augmenté de 20 mille, de novembre 1936 à mars 1937, et la quantité de charbon obtenu a diminué de 10.000 tonnes en moyenne par jour. »

Le même journal communique dans son numéro du 4 avril : « Le fait que le Donbass reste toujours en arrière est inadmissible pour le développement de l'industrie lourde. Le plan des premiers 3 mois s'est réalisé dans les proportions de 88,9 %. Le Donbass doit à l'Etat 2,3 millions de tonnes de charbon. On a extrait pendant ce temps 900.000 tonnes de charbon de moins que l'an dernier. Ordjonikidzé a dit que si l'exploitation du charbon n'atteint pas 250.000 tonnes par jour, le charbon nous manquera au cours de cette année. Le plan de 1936 n'a pas réalisé et le Donbass travaille plus mal encore cette année-ci. L'exploitation du charbon tombe. Le mouvement stakhanoviste manque de dirigeants. Les avaries ont causé la perte du 4 millions de tonnes de charbon en 1936, mais on s'est habitué à cela. Les avaries sont l'œuvre des ennemis du prolétariat... Le plan des travaux essentiels pour le premier trimestre a été réalisé seulement à 65,3 %. »

Le Comité régional du Donbass du parti communiste de l'Ukraine a accepté dans sa séance plénière du 19 avril une résolution proclamant que le travail dans les mines de char-

bon, de l'industrie métallurgique et du coke a été tout à fait insuffisant dans le premier quart de l'année. Le Comité régional a ordonné au Bureau du parti de prendre toutes les mesures nécessaires pour organiser l'économie ukrainienne et combattre les éléments étrangers et hostiles au parti. Il faut ajouter encore quelques mots sur la valeur véritable de la statistique soviétique. Les *Izvestia* du 21. IV. ont publié sur trois pages un long article de Molotov sous ce titre, « Nos tâches dans la lutte contre les trotskistes, saboteurs et espions ». Il y déclare notamment : « Il y a chez nous beaucoup de preuves qu'on trompe l'Etat. Ces malfaiteurs sont soutenus par les autorités soviétiques et par les membres du parti communiste eux-mêmes. Les chiffres d'exploitation du charbon à Donbass sont souvent faux. Nous avons beaucoup critiqué et même traduit devant les tribunaux ces falsificateurs de la statistique, mais il y a encore beaucoup d'employés au Donbass qui falsifient les chiffres de l'exploitation du charbon pour démontrer leurs mérites, et beaucoup de chefs qui confirment par leur signature ces rapports trompeurs. »

La situation de l'industrie soviétique est en conséquence beaucoup plus grave que la statistique officielle ne le démontre, particulièrement dans les régions non-moscovites où sont situées les sources principales du charbon, du fer et du pétrole. Le gouvernement de Moscou a sacrifié l'agriculture à l'industrie, le plan de ololigarchie moscovite étant de traiter l'agriculture par les machine et les engrais artificiels, produits de la chimie soviétique. Nous voyons aujourd'hui que les calculs moscovites

n'ont pas joué. L'industrie n'a pas pu sauver l'agriculture. Le chiffre de la population monte, mais la misère augmente aussi, parce que la production du blé ne suit pas la même courbe. Nous voyons à la fin du deuxième plan quinquennal que l'effondrement de l'agriculture, provoque l'affaiblissement de l'industrie. Si l'agriculture a été sacrifiée à l'industrie, toutes les deux ont été sacrifiées à l'impérialisme et au militarisme moscovites. Les prévisions moscovites ont été déjouées parce qu'elles n'ont pas tenu compte de la force de résistance des nations opprimées contre l'exploitation moscovite. Ce qui aurait été peut-être possible dans un Etat national, est absolument impossible dans un Etat multinational comme l'U.R.S.S. Ce qui se passe en Russie prouve que les doctrines de Marx, de Lénine et de Staline lui-même ne peuvent être appliquées aux Etats multinationaux. L'idée nationale a vaincu l'idée sociale, et c'est pourquoi Staline a changé son fusil d'épaule et a essayé d'établir des réformes « démocratiques » et bourgeoises en U.R.S.S. Le résultat n'a pas été très édifiant. La saignée abondante produite par les persécutions des « trotskistes », particulièrement dans les régions non-moscovites qui pouvaient rendre la « démocratie » soviétique plus docile et a préparer pour les élections, n'a pas atteint les résultats désirés. La liberté bourgeoise du « front po-

pulaire » n'est pas plus propice à Staline que le socialisme le plus sévère. Les pays non-moscovites ont profité tout de suite de l'affaiblissement momentané du régime soviétique pour accentuer le mouvement anti-moscovitaire et provoquer le chaos économique et politique. Les nations opprimées préféreraient la séparation, la plus insignifiante même d'avec Moscou, à tous les biens du « centralisme démocratique », et leur principe essentiel est toujours *timeo danaos et dona ferentes*.

Les amis de Moscou en Europe qui s'attendent à une évolution bourgeoise démocratique de l'U.R.S.S. et aux résultats bienfaisants des réformes staliniennes seront très déçus. Toutes les voies d'évolution et de développement de l'U.R.S.S. sont bloquées par l'irréductibilité des nations non-moscovites. Le gouvernement de Moscou se trouve dans une impasse désespérée. La tentative actuelle du gouvernement de réformer l'U.R.S.S. n'aura pas plus de succès que toutes les tentatives semblables faites auparavant. L'oligarchie moscovite est acculée au choix entre la désagrégation lente et successive de l'URSS et la catastrophe violente en cas d'une guerre. Les Moscovites préfèrent visiblement cette dernière éventualité. Mais l'Europe, elle, que préfère-t-elle ?

M. D.

Revue de la presse

M. André Tardieu, ancien Président du Conseil, écrit dans l'hebdomadaire « Gringoire » du 18 juin 1937 un article sur les événements de Russie où il dit notamment :

... C'est que le régime lui-même a évolué. Il s'intitule toujours Union des républiques socialistes soviétiques. Mais ce titre n'est qu'un faux. Il n'y a plus ni soviets, ni républiques, ni Union, ni fédération. Il ne reste qu'un Etat totalitaire du type nazi, — avec beaucoup d'excès en plus.

M. le président Masaryk avait raison d'écrire : « On a pu supprimer le tsar, mais on n'a pas pu supprimer le tsarisme. » En effet, Staline est tsar. En dépit de sa « constitution démocratique » du 25 novembre 1936, naïvement célébrée par notre presse de gauche, l'état de siège est devenu l'état normal de la société. Comme disait le très socialiste **Daily Herald**, il n'y a, en ce pays, ni liberté, ni démocratie et, entre les chefs, ni justice ni pardon.

La police de Staline est beaucoup plus brutale que celle de Nicolas II. Elle se rattache directement à celle de Nicolas Ier, ou même d'Ivan le Terrible. Elle a réussi, en moins de cinq ans, à supprimer les créateurs du régime et à substituer à une dictature de comités une dictature personnelle.

Parlant ensuite de Staline M. A. Tardieu écrit :

Joseph Vissarionovitch Djougachvili, aujourd'hui connu du monde entier sous son surnom de Staline, n'est qu'un médiocre, — « la plus éminente médiocrité du parti », disait Lénine en 1925. Comme on ne lui connaissait pas de qualités particulières, on disait que c'était un organisateur. En réalité, ce César en vareuse a ramené la Russie aux temps de Pierre le Grand et de ses prédécesseurs.

Les révolutions ont toujours consommé à grande vitesse les équipes, les hommes et les générations. Rien de nouveau sous le soleil.

Dans « Je suis partout » du 19 juin 37 M. P. A. Cousteau écrit un long article intitulé « Les Soviets n'ont plus d'Etat-Major » avec un sous titre « Ils sauront bientôt que nos balles sont pour nos propres généraux », où il dit :

Première hypothèse : les généraux rouges ont vraiment trahi, touché des pots-de-vin, vendu les secrets militaires, pactisé avec l'ennemi, tous ensemble, le vice-ministre de la Guerre, l'inspecteur politique de l'armée. Les gouverneurs militaires de la Russie-Blanche et de l'Ukraine, les gouverneurs de Moscou et de Leningrad, le directeur des services de défense passive, tous les détenteurs en somme des postes réellement importants, tous les chefs vraiment éminents. Alors quelle révélation sur la capacité de corruption des hauts dignitaires soviétiques, quelle clarté sur la pourriture du Kremlin ! Et ce que l'état-major d'hier a fait celui de demain le fera.

Parlant ensuite de l'acte d'accusation contre les maréchaux, il dit :

Le même acte d'accusation précise, comme on pouvait s'y attendre, que tous les inculpés ont fait des « aveux complets », et le lendemain, sitôt le verdict prononcé et la sentence exécutée, le maréchal Vorochilov a paraphrasé dans un interminable ordre du jour les principaux chefs d'accusation en les aggravant d'une attaque directe contre Trotski, qualifié pour la circonstance de « traître abject » et de « fasciste enragé ». Toute la presse a emboîté le pas pour féliciter en prose

et en vers le « chef génial » de sa vigilance et le remercier d'avoir anéanti les « vipères lubriques », les « chiens trotskistes » et les « monstres fascistes ». Toutes les usines, tous les kolkhozes, tous les régiments ont voté sans hésitation ni murmure des motions enthousiastes, eù, perdus sur leur glaçon, les aviateurs soviétiques qui colonisent le pôle pour la plus grande gloire de M. Staline, se sont joints au concert. Ils ont, précise la *Pravda*, « organisé un meeting » (sic) pour flétrir Toukhatchevski. En toute confiance, bien entendu.

Cette presse servile et déchaînée qui salit les cadavres des vaincus avec un acharnement qui soulève le cœur, nous l'avons lue et relue attentivement, dans le fol espoir d'y trouver quelque détail qui éclairât la tragédie de Moscou. Peine perdue. Ces journaux soviétiques sont affreusement monotones, d'une désolante indigence dans l'invective : fascistes... trotskistes... chiens... vipères. Et rien de plus.

Et l'auteur termine son article en demandant, ce que fera Staline ?

Les partisans jusqu'aboutistes du pacte franco-soviétique — ces gens-là ne doutent de rien — voudraient bien tirer argument du dernier massacre pour obtenir un renforcement de l'alliance. Toukhatchevski, disent-ils, était germanophile (comment le savent-ils ?). Maintenant que M. Staline s'en est débarrassé, il va pouvoir agir contre le Reich avec une vigueur nouvelle. Sans épiloguer sur la fragilité de M. Staline, dont la vie tient à une révolution de palais un peu mieux montée que celle de Toukhatchevski, nous répondrons simplement ceci : au cours de sa longue carrière M. Staline a toujours adopté très scrupuleusement, le programme des gens qu'il venait d'abattre. Il a triomphé de Trotski en s'élevant contre l'industrialisation et contre la collectivisation. Puis il a collectivisé et industrialisé. Il a vaincu Rykov en dénonçant la trahison de la « Nep », en s'élevant contre le rétablissement (relatif) de la

propriété privée. Et sitôt qu'il l'a pu, il a rétabli (toujours relativement) la propriété privée. On pourrait multiplier les exemples. Rien n'empêche M. Staline d'adopter demain, en supposant que le maréchal en ait eu un, le programme de Toukhatchevski.

**

UN GRAND CONCERT ITALO-CAUCASIEN

On nous écrit de Rome :

Rome a eu son plus beau concert vocal et instrumental, en la magnifique et historique Salle de Borromini, que Son Excellence le Prince Don Pierre Colonna di Paliano, Gouverneur de la Ville

Eternelle avait bien voulu mettre, gracieusement, à la disposition du Comité de l'Œuvre philanthropique italo-caucasienne de la Capitale, lequel déploie, ici, sa bienfaisante et inlassable activité depuis 1934 en faveur des nécessaires réfugiés du Caucase envahi, dévasté, ensanglanté, terrorisé, depuis 1921 par l'actuel ennemi qui l'a subjugué, en dépit des traités internationaux l'en ayant reconnu indépendant, et lesquels ont été accueillis en territoire italien avec la plus touchante hospitalité latine.

Cette splendide fête musicale a été organisée, comme les années précédentes par la bienfaisante noble Dame Géorgienne Mme Eugénie Mananazze - Parmaxizichvili et placée sous le haut patronage d'honneur de S. E. la princesse Frida Altieri-Tiberi, avec S. E. la baronne Joséphine Levante comme présidente. Un groupe de nobles dames du Royaume et de l'Orient, faisant partie du Comité philanthropique en question, y ont porté leur cordial concours. Les drapeaux italien et géorgien fraternisaient dans la Salle Borromini.

Le but de cette fête si belle, qui émerveilla un auditoire nombreux et aristocratique était l'aide aux victimes de la domination étrangère au Caucase, que sont les réfugiés ici de cette antique région d'Asie, qui fut le berceau de la souche blanche, de laquelle proviennent tous les peuples blancs et dénommée, historiquement, Ibérie.

L'ouverture du Concert eut lieu aux

sons entraînants de la « Marche Royale », de « Giovinezza », après quoi l'Orientaliste et conférancier, italien Enrico Stol-Vernazza parla brièvement, de l'Ibérie, du Caucase, de la Géorgie, de Rome des Césars en Asie.

De suite après se firent entendre Jean Amodeo, jeune basse de Tarente; Adrienne Tirelli, une charmante soprano; Emile Boffi, un tenor remarquable; Eri-fili Zerboni, soprano; Armand Peruggi, baryton, et Wanda Pagano, une mezzo-soprano de Tunis, artiste que le talentueux M. Hugué Catania accompagna à la perfection au piano.

Dignes d'éloges : Olga Strachan, violoniste; Louissette Girotti, pianiste; Marie Ilvento, harpiste, et M. Pacifico. Artistes et musiciens furent longuement et chaleureusement applaudis.

L'orientaliste Enrico Stol-Vernazza prononça le discours de clôture de la fête au cours duquel il souligna avec force l'amitié éternelle qui unit les peuples du Caucase à l'Italie Impériale et fasciste, issue de la Rome de César.

L'orateur termina en poussant le cri de : « Vive Mussolini! Vive le Caucase! Vive l'amitié italo-caucasienne ! »

CHRONIQUE

Géorgie

Le centenaire de la naissance de l'écrivain I. Tchavtchavadzé

La Géorgie soviétique va célébrer ces jours-ci le centenaire de la naissance d'un des plus grands écrivains géorgiens, le poète, l'auteur dramatique et le critique du 19ème siècle, Ilya Tchavtchavadzé.

Grâce à la variété des choses qui l'intéressent, à ses dons remarquables et à une indomptable énergie, Tchavtchavadzé, durant plus de quarante ans, a été à la tête de la vie littéraire et culturelle de la Géorgie.

Dès les premiers pas qu'il fait dans son activité créatrice, il apparaît comme un novateur dans le domaine des formes littéraires et dans celui de la langue géorgienne.

Ilya Tchavtchavadzé fut 25 ans durant le rédacteur de l'*Ivéria*, hebdomadaire géorgien qu'il avait fondé,

principal organe social de la Géorgie. Autour de l'*Ivéria*, Tchavtchavadzé groupa des écrivains, des poètes, des journalistes qui apportaient au journal la collaboration la plus active.

Il fonda également la revue *Sakartvélos Moambé* (Le Messager de Géorgie), dont il fut également le rédacteur. Cette revue fut l'organe de la nouvelle génération, des amis du progrès, qui entamèrent une lutte irréductible contre le vieux régime conservateur et seigneurial.

Ilya Tchavtchavadzé dirigea la Société pour la propagation de la lecture et de l'écriture parmi les Géorgiens; il fut président d'une société d'art dramatique, et il n'y avait pas une seule organisation culturelle qui ne fût assurée de sa collaboration.

Les œuvres de Tchavtchavadzé sont extrêmement populaires en Géorgie.

A l'occasion de son centenaire, les Editions littéraires d'Etat publient en langue russe plusieurs de ses œuvres les plus importantes.

Ces jours-ci ont paru ses *Contes et nouvelles*, qui renferment ses œuvres les plus importantes, parmi lesquelles : *Les récits d'un voyageur* (De Vladikavkaz à Tiflis), *Est-ce là un homme ? Histoire d'un mendiant*, *La veuve de la maison Ottaro*, etc..., etc...

Un volumineux recueil, intitulé *Vers et poèmes*, est actuellement sous presse. Le recueil contient le célèbre poème philosophique *L'ascète*, écrit en 1883 et traduit dans plusieurs langues européennes (en anglais, en français, en allemand, etc.); le poème *Le brigand Kako*, œuvre extrêmement populaire dans les grandes masses des travailleurs de la Géorgie; les poèmes *David*, *Le fantôme*; des vers lyriques et des poésies ci-viques.

On remarque particulièrement la pièce consacrée à la Commune de Paris. Ilya Tchavtchavadzé fut le premier en Géorgie qui fit écho aux

événements de 1871 et qui saluât hardiment la Commune de Paris. La poésie fut interdite par la censure du tsar et ne vit le jour que bien des années plus tard et encore présentée sous une forme voilée.

Les récits d'un voyageur et *Le brigand Kako* eurent le même sort et restèrent plusieurs dizaines années dans le cabinet noir des censeurs.

Un comité gouvernemental géorgien a été désigné pour les fêtes du centenaire de Tchavtchavadzé.

L'industrie cinématographique de Géorgie prépare un film tiré de *Est-ce là un homme ?* On projettera également un film sur la vie et sur la carrière de Tchavtchavadzé.

Un monument sera élevé au souvenir du poète à Tbilissi ainsi qu'un obélisque au village de Tsitsamouri où le poète a été tué en 1907.

Le centenaire de Tchavtchavadzé donnera également lieu à des manifestations littéraires à Moscou, à Leningrad, à Kiev et dans d'autres villes, où des conférences seront faites sur l'activité littéraire et sociale du poète.

Azerbaïdjan

La construction de la route Bakou-Chemakha d'une longueur de 114 kilomètres vient de se terminer. Cette route dessert tout le rayon de Chemakha avec ses champs et ses jardins d'une grande fertilité. Il sera désormais possible d'utiliser d'une manière plus rationnelle le transport des richesses du vieux Chirvan.

Actuellement les raffineries de

naphte du rayon de Bakou occupent 150 ingénieurs azerbaïdjanais. Agés de 25 à 35 ans, ils appartiennent à la jeune génération.

D'après le journal *Kommounist*, la petite industrie d'Azerbaïdjan qui n'est pas liée avec Moscou a donné en 1936 un revenu de 63 millions 711.800 roubles. La production s'exprime par 16.856.000 mètres de cotonnades, 357.000 mètres de soie-

ries, 241.000 mètres de drap, 217.000 paires de chaussures, 252.000 mètres cubes de verres à vitres, 3.743.000 objets de verroterie, 182 tonnes de savon et pour une somme de 18 millions 28.000 roubles de vêtements.

**

Aboul Kassim Hussein Zadé s'occupe en ce moment de recueillir les proverbes et maximes d'Azerbaïdjan. Jusqu'à ce jour, il en a déjà recueilli près de 6.000 qu'il prépare pour l'impression, par lettres alphabétiques. Avec les proverbes, Hussein Zadé a recueilli les contes et récits ayant quelque rapport avec lesdits proverbes. (*Kommounist*, 30 mars 1937).

**

Ce même journal à la date du 16-4-37 signale d'importants abus, découverts au sein du soviet de Bakou. Toutes mesures ont été prises

Caucase du Nord

Un article paru dans le journal *Ordjonikidskaïa Pravda* s'inquiète du développement du mouvement national et du redoublement d'activité de l'opposition de gauche au Caucase. Ces deux mouvements, écrit le journal, sont dirigés contre la politique soviétique dans le pays.

Ces derniers temps, poursuit le journal, à la tête des organisations contre-révolutionnaires dans les républiques caucasiennes se trouvaient des membres des Comités de Rayons du parti. Leur activité consistait à désorganiser l'économie rurale, à ranimer le nationalisme, à mener une propagande contre-révolutionnaire dans la presse, la littérature, à l'école, etc. De plus, une lutte était déclenchée contre le groupe russe de

pour découvrir les coupables et les punir.

**

L'Institut de philologie et de littérature d'Azerbaïdjan « *Azfan* » a fait l'acquisition d'un précieux manuscrit illustré, traduit en azéri, du célèbre fabuliste Brahme Bidpaï. Ce recueil d'anciennes fables indiennes a été reproduit de la main d'Avas Ali, fils de Safi Kouli Aktatchi Mougani du Chirvan, il y a 135 ans. La traduction dudit recueil « *Kalila et Dimna* » a été faite plus tardivement, on n'en connaît point l'auteur. Le manuscrit contient des illustrations en couleurs et présente nettement le caractère de la production populaire azerbaïdjanienne. Des dizaines d'illustrations représentent les personnages des fables : Bidpaï, des êtres humains et des animaux.

l'active du parti dans les régions et républiques du Caucase, en recourant à des attaques ayant pour objet de discréditer les membres du parti, de nationalité russe.

Au Daghestan les nationalistes ont lancé le mot d'ordre : « Eloignons-nous de la culture socialiste russe, éloignons-nous de Moscou ». Les nationalistes à la tête desquels se trouvait le commissaire à l'Instruction publique Astiamirov, ont engagé la lutte contre la langue russe dans les écoles.

Des organisations nationalistes et d'opposition se sont constituées parmi les masses par voie de journaux et de brochures. Dans les collectives, elles se livraient au sabotage. En Kabardino-Balkarie, les nationalistes

ont expulsé de leurs villages des familles entières de Russes. A ce sujet, la *Pravda* de Moscou a élevé de vives protestations contre le dictateur soviétique de Kabardie, certain Kalmykov.

Dans la région Tchetchéno-Ingouche les nationalistes ont mis à profit l'état d'esprit des kolkhoziens au cours de la levée des impôts en nature dans les kolkhoz. L'agitation nationaliste contre le pouvoir sovié-

tique s'est développée ouvertement en présence des représentants des organisations de région et de district du parti.

Pour s'opposer au travail des nationalistes, le journal conseille d'attirer la population locale au travail dans les établissements industriels et de constituer des cadres avec ces éléments. Le journal propose en outre d'introduire les langues locales dans les organisations locales du parti.

Ukraine

L'anniversaire de la mort du Président Simon Petlura. Réunion solennelle de la Colonie Ukrainienne de Paris à la mémoire du Président Simon Petlura.

Le Conseil Général des Associations des émigrés ukrainiens en France et l'Association des anciens combattants de l'Armée de la République Démocratique Ukrainienne en France ont organisé le samedi 29 Mai à la Salle André une réunion solennelle à la mémoire du Président *Simon Petlura* mort tragiquement, le 25 Mai 1926 à Paris. Des discours ont été prononcés par le Président du Conseil Général des Associations des émigrés ukrainiens en France, M. N. Choumtisky, par le Secrétaire de l'Association des Anciens Combattants de l'Armée de la République Démocratique Ukrainienne, M.N.Kovalsky, et par l'écrivain ukrainien bien connu, M. Samtchouk, venu de Prague et qui, depuis quelque temps déjà, étudie la biographie de feu Président Petlura.

Le chœur des anciens combattants ukrainiens a ensuite exécuté l'hymne

national ukrainien et un programme artistique composé des chansons préférées du Président Petlura.

Les représentants qualifiés, de la colonie ukrainienne de Paris : S. Ex. M. le Président V. Prokopovitch et Madame, M. le Professeur A. Choulguine, M. le Conseiller H. Kossenko et Madame, le représentant du Général A. Udovitchenko, Président des anciens combattants ukrainiens en France, retenu en province, les membres des Conseils - organisateurs de la réunion, les représentants des organisations provinciales et la colonie ukrainienne de Paris au grand complet, assistaient à la réunion.

On remarquait parmi les invités M. M. Paon, Représentant en France de l'Office International Nansen, des représentants des combattants français et portugais, de nombreux amis caucasiens, notamment : S. Ex. le Président de la République Géorgienne N. Jordania, Madame Guégétchkori, M. le général Kvinitadzé, M. S. Mdivani et Mademoiselle, M. A. Assathiani, M. le docteur Ambachidzé, Président de l'Association nationale Géorgienne à Paris, M. M.-G.

Souch et M. T.-S. Chakhman, représentants des Montagnards du Caucase du Nord, M. Mir Bey Mehtiev, M. Abbas Bey Atam Alibekov, et M. Ali Akber Bey Toptchibachi, représentants de l'Azerbeïdjan et beaucoup d'autres étrangers, amis de l'Ukraine, venus présenter leurs hommages à la mémoire du héros national ukrainien.

La commémoration dans les autres pays.

— A Berlin l'Union Nationale Ukrainienne a organisé, le 5 Juin, une réunion à la mémoire de Simon Petlura en l'honneur duquel son Président le Docteur Drabaty a prononcé un discours, et a donné à cette occasion une édition spéciale de son journal « Le Messager Ukrainien ». Des amis Allemands, Géorgiens, Arméniens, Azerbeïdjanais de l'Ukraine, et des Tartares de la Volga assistaient à cette réunion.

Le 6 Juin, la Colonie Ukrainienne de Berlin assistait au service religieux célébré par l'archiprêtre I. Brendzan venu tout exprès de Paris.

— A Varsovie, le Comité Central Ukrainien en Pologne a organisé, le 27 Mai, une réunion solennelle, dans laquelle le Président du Comité, M. N. Kovalsky, et le représentant des jeunes, M. B. Olkhovsky, ont prononcé des discours. Un superbe programme musical a été ensuite exécuté par un artiste de l'Opéra, M. Tyssiak, et le « Chœur National N. Lyssenko ».

— A Bucarest, la colonie a célébré l'anniversaire de la mort du Président S. Petlura le 30 Mai. Des discours ont été prononcés par M. D. Herodot, le Colonel Porokhivsky et d'autres.

— A Bruxelles les anciens combattants des Armées Ukrainiennes ont fait célébrer, le 30 Mai, un service funèbre à la mémoire du Président S. Petlura et organisé ensuite une réunion solennelle à laquelle assistaient de nombreux amis de l'Ukraine, Belges et Caucasiens.

— Des cérémonies semblables se sont déroulées dans tous les pays d'Europe et d'Amérique où se trouvent des émigrés Ukrainiens.

BIBLIOGRAPHIE

Jubilee Book of the Ukrainian National Association in commemoration of the Forbieth Anniversary of its existence. 1936. Printed in the United States of America by the Svoboda Press, Gersey City, N. G. 752.

Splendide édition bilingue en ukrainien et en anglais, contenant toutes les données sur l'émigration ukrainienne aux Etats-Unis depuis ses débuts jusqu'à ce jour.

Le livre contient les chapitres suivants: développement des idées politiques et nationales des Ukrainiens aux Etats-Unis ; Sociétés mutuelles de jadis et d'aujourd'hui ; Histoire de l'Union nationale ukrainienne aux Etats-Unis ; L'Union en chiffres ; La culture ukrainienne aux Etats-Unis, etc., etc.

L'édition est agrémentée d'illustrations et de photographies représentant les différentes organisations de l'Union ukrainienne aux Etats-Unis et leurs œuvres.

Cette publication sera longtemps précieuse à tous ceux qui veulent étudier la question de l'émigration ukrainienne dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

E 5114E
1937

IMPRIMERIE
DE NAVARRE
5, rue des Gobelins
PARIS 13^e
